

# RAPPORT 2013 SUR LES DROITS DE L'HOMME - NIGER

## RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Le Niger est une république multipartite. En 2011, le leader de l'opposition Mahamadou Issoufou a été élu président lors d'élections qui ont été jugées dans l'ensemble libres et régulières par les observateurs étrangers. Les observateurs ont émis la même opinion sur les élections à l'Assemblée nationale tenues en 2011. Les autorités civiles ont conservé un contrôle efficace des forces de sécurité. Ces forces ont commis des violations des droits de l'homme.

Parmi les problèmes les plus graves en matière de droits de l'homme au cours de l'année, on a recensé des conditions pénibles et délétères dans les prisons et les centres de détention, la discrimination et la violence à l'égard des femmes et des enfants, ainsi que le travail forcé et l'esclavage fondé sur le système des castes au sein de certains groupes.

Au nombre des autres problèmes, figuraient des attentats mortels commis par des groupes armés. Des arrestations et détentions arbitraires, des détentions préventives de durée excessive et l'ingérence du pouvoir exécutif dans les affaires judiciaires ont de nouveau été signalées. La liberté de la presse et la liberté d'association, de réunion et de circulation ont fait l'objet de restrictions peu fréquentes, et des mouvements se sont produits. La corruption de représentants des pouvoirs publics était omniprésente. Des cas de mutilations génitales féminines/excision (MGF/E), de traite des personnes et de travail des enfants ont de nouveau été signalés.

Les autorités ont généralement pris des mesures pour poursuivre en justice les représentants des pouvoirs publics qui s'étaient rendus coupables d'exactions, mais le problème de l'impunité a subsisté.

Des terroristes ont commis des attentats à la bombe ayant porté atteinte aux intérêts économiques de l'État et fait plusieurs morts parmi la population civile.

### **Section 1. Respect de l'intégrité de la personne, y compris le droit de vivre à l'abri des atteintes suivantes :**

#### **a. Privation arbitraire ou illégale de la vie**

Certains rapports ont fait état d'exécutions arbitraires ou illégales commises par les pouvoirs publics ou leurs agents.

Le 2 juin, à Niamey, des éléments de la brigade anti-terroriste ont tiré à balle sur un véhicule qui aurait ignoré l'ordre de s'arrêter, tuant l'un des passagers et en blessant un autre. Les occupants du véhicule se sont avérés être de jeunes hommes sans intention criminelle. L'enquête se poursuivait à la fin de l'année.

Des bandits armés ont attaqué des camps de gardiens de troupeaux dans la région de Tillabéry, faisant des morts et des blessés et causant des pertes de bétail et d'autres biens. La plupart de ces bandits étaient entrés dans le pays à motocyclette en provenance du Mali et, selon les rapports, certains d'entre eux étaient membres du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA), groupe touareg rebelle malien, ou du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) affilié à al-Qaïda. D'après des organisations non gouvernementales (ONG) et des rapports de presse, du 13 mars au 26 septembre, des Touaregs maliens ont attaqué des villages et des camps peuls dans le nord de la région de Tillabéry, tuant trois personnes, en blessant plusieurs autres et volant plus de 140 têtes de bétail, 2 950 000 francs CFA (6 082 dollars É-U) en numéraire et d'autres biens de valeur. Les Peuls ont tué trois Touaregs. Les autorités n'ont pas mené d'enquête ni engagé de poursuites et les communautés pastorales du nord de la région de Tillabéry ont critiqué cette inaction de leur part.

Le 23 mai, des individus armés provenant de divers pays de toute la région ont commis deux attentats suicides simultanés à Agadez et à Arlit, qui ont fait 25 morts et dans lesquels les 10 agresseurs ont péri. Ces attentats suicides à la bombe, inhabituels dans le pays, visaient une école militaire à Agadez et la mine d'uranium de la société française Areva (Somair) à Arlit. Le MUJAO et le Bataillon des signataires par le sang de Mokhtar Belmokhtar ont revendiqué les attentats.

Entre avril et juillet, au moins neuf attaques armées commises dans la région d'Agadez ont fait quatre morts et se sont soldées par le vol de plusieurs millions de francs CFA. Le 26 juin, par exemple, des individus armés non identifiés ont attaqué un autocar de transport entre Agadez et Arlit, tuant trois passagers et volant de l'argent liquide et d'autres biens de valeur.

Il n'y a pas eu de nouveaux développements dans l'enquête sur l'assassinat de huit personnes commis en 2012 dans la région de Dosso.

## **b. Disparitions**

Aucune disparition pour des motifs politiques n'a été signalée. Le 29 octobre, al-Qaïda au Maghreb islamique a remis en liberté quatre otages français que le groupe avait enlevés à Arlit en 2010.

### **c. Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants**

La Constitution et la loi interdisent de telles pratiques ; il a cependant été signalé que les forces de sécurité avaient roué de coups et brutalisé des civils.

Le 5 septembre, selon des rapports de groupes de défense des droits de l'homme et de médias, des soldats d'un avant-poste militaire proche du Mali ont battu et déshabillé un dirigeant communautaire peul. Ils ont prévenu celui-ci de ne jamais remettre les pieds dans son village, car ils le soupçonnaient d'être membre du MUJAO. Le Conseil des éleveurs du Nord Tillabéry a aidé la victime à déclarer l'incident aux autorités du district de Banibangou. À la fin de l'année, sa plainte n'était pas encore parvenue au tribunal de district d'Ouallam.

Le 22 juillet, à Niamey, les autorités ont arrêté l'avocat Abdouramane Lirwana, inculpé de fraude et de détournement de fonds publics. Pendant qu'il était à la prison de Zinder, des gardiens lui ont rasé le crâne de force et l'ont insulté de façon humiliante. Durant les premiers jours de son incarcération, les responsables de la prison ont refusé à Me Lirwana de recevoir des visites, y inclus celles de son avocat.

### **Conditions dans les prisons et les centres de détention**

Les conditions de vie dans les 38 prisons du pays étaient pénibles et délétères. Les détenus étaient soumis à un traitement humiliant de la part des gardiens et à une surpopulation considérable ; les soins médicaux, l'assainissement et l'aération étaient insuffisants.

Conditions matérielles : Les conditions de nutrition, d'assainissement et de santé étaient médiocres, bien que les détenus aient eu accès à de l'eau potable et aient été autorisés à recevoir des colis alimentaires, ainsi que des médicaments et d'autres articles de la part de leurs proches. Des soins de santé de base ont été proposés et les patients atteints de maladies graves ont été envoyés dans des centres de soins publics. La ventilation et l'éclairage n'étaient pas adéquats.

Les prisons du Niger hébergeaient 7 116 détenus, dont 3 271 condamnés et 3 845 attendant d'être jugés. La prison civile de Niamey, construite pour abriter

350 détenus, en hébergeait 1 089. Les femmes étaient placées dans des locaux distincts, moins peuplés et relativement plus propres que ceux réservés aux hommes. Les mineurs étaient détenus à part, dans des centres de réinsertion spéciaux ou des foyers sous supervision judiciaire. Les personnes en détention provisoire et les condamnés étaient détenus dans les mêmes locaux.

Bien que l'on ne dispose pas de chiffres à ce sujet, des détenus sont morts au cours de l'année du VIH-sida, de la tuberculose et du paludisme.

Administration : La tenue des dossiers des détenus laissait à désirer mais certaines mesures d'amélioration en matière de sécurité et de gestion ont été mises en application au cours de l'année. Bien qu'il n'y ait pas eu officiellement de mesures pénales ou judiciaires de substitution à l'incarcération pour les délinquants non violents, certains rapports ont signalé que des détenus soudoyaient les responsables pour purger leur peine à l'hôpital national de Niamey. L'Observatoire national des droits de l'Homme et des libertés fondamentales (ONDHLF), organisme gouvernemental, et des groupes indépendants de défense des droits de l'homme ont adressé tout au long de l'année au gouvernement des recommandations portant sur les peines autres que l'incarcération à réserver aux délinquants non violents. En application de la loi, le gouvernement a mis en œuvre des programmes de « travaux d'intérêt général » dans les tribunaux pour mineurs, qui associent formation professionnelle et service à la collectivité. Les autorités judiciaires et l'ONDHLF ont surveillé les conditions d'incarcération dans les centres de détention et prisons et enquêté sur des accusations crédibles de conditions de détention inhumaines. Les médias publics et privés ont rendu compte de leurs visites. Le Bureau du médiateur national a également enquêté à la suite de plaintes portant sur les conditions de détention dans les prisons. Bien qu'il n'y ait pas de médiateur dans les prisons, les autorités ont généralement permis aux prévenus et détenus de porter plainte auprès des autorités judiciaires, sans exercer de censure. Les prévenus et détenus pouvaient raisonnablement recevoir des visites. Tous les établissements pénitentiaires disposaient de lieux de culte et les autorités permettaient aux détenus de pratiquer leur religion.

Surveillance par des organisations indépendantes : Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), l'ONDHLF, des groupes de défense des droits de l'homme et des représentants des médias ont généralement pu accéder à la plupart des prisons et centres de détention, y compris aux cellules des postes de police, et y ont effectué des visites au cours de l'année. Les visites du CICR se sont déroulées conformément aux modalités habituelles de cet organisme.

#### **d. Arrestations ou détentions arbitraires**

La Constitution et la loi interdisent les arrestations et détentions arbitraires, et la loi interdit toute détention sans mise en examen d'une durée supérieure à 48 heures ; la police n'a cependant pas toujours respecté ces dispositions.

#### **Rôle de la police et de l'appareil de sécurité**

La police nationale, qui relève du ministère de l'Intérieur, est chargée de veiller au respect des lois en zone urbaine. La sécurité en milieu rural incombe principalement à la gendarmerie, placée sous la direction du ministère de la Défense. La Garde nationale, qui dépend également du ministère de l'Intérieur, est chargée de la sécurité nationale et de la protection des hauts dirigeants et des édifices publics. Les forces armées, qui relèvent du ministère de la Défense, sont chargées de la sécurité extérieure et, dans certaines régions du pays, de la sécurité intérieure. Les autorités civiles ont gardé un contrôle efficace des forces de sécurité, bien que certains membres des forces armées aient parfois agi indépendamment de la structure hiérarchique au cours de l'année. Le 4 mai, par exemple, des hommes de troupe se déplaçant dans plusieurs camionnettes ont battu des civils dans le quartier Boukoki II de Niamey, à la suite d'une altercation entre un de leurs collègues et un habitant du quartier. L'incident a fait plusieurs blessés chez les civils. Il n'a pas été fait état de sanctions imposées au personnel des forces armées soupçonné d'avoir pris part à l'incident. L'impunité des membres des forces armées a constitué un problème au cours de l'année.

La police s'est montrée en grande partie inefficace, du fait du manque de fournitures de base (carburant, radios et autre matériel nécessaire aux enquêtes et au maintien de l'ordre). Des patrouilles ont été effectuées sporadiquement et le délai d'intervention des forces de l'ordre en cas d'urgence a pu atteindre 45 minutes à Niamey. La formation de la police était minime et seules les unités de police spécialisées avaient des compétences de base en matière de maniement des armes à feu. Des troupes de la Garde nationale étaient affectées à des fonctions de garde de prison mais sans avoir de formation particulière dans ce domaine. Des citoyens se sont plaints que les forces de sécurité ne faisaient pas suffisamment régner l'ordre dans les régions frontalières et les régions rurales reculées. La corruption est demeurée un problème (voir section 4).

La gendarmerie est chargée d'enquêter sur les exactions commises par la police, mais l'impunité des policiers était un problème généralisé. La gendarmerie a enquêté sur certaines allégations d'exactions de la police. Elle est intervenue, par

exemple, dans l'enquête menée sur l'incident du 2 juin où la police avait ouvert le feu sur un véhicule et en avait tué l'un des passagers.

### **Procédures d'arrestation et traitement des personnes en détention**

En vertu de la Constitution et de la loi, une arrestation ne peut se faire sans mandat d'arrêt et les autorités ont généralement respecté ce principe dans la pratique. La loi autorise une garde à vue initiale de 48 heures sans mise en examen, qui peut être prolongée de 48 heures lorsque les policiers ont besoin de davantage de temps pour réunir des preuves, mais il est arrivé que des personnes impliquées dans des affaires dites sensibles soient détenues provisoirement plus longtemps que la loi ne l'autorisait. Les forces de sécurité ont généralement informé sans tarder les personnes placées en garde à vue des charges retenues à leur encontre. Un système de libération sous caution s'applique aux infractions passibles d'une peine inférieure à dix ans d'emprisonnement. Les personnes arrêtées doivent être informées de leur droit de consulter un avocat dans les 24 heures qui suivent et les forces de l'ordre ont dans l'ensemble respecté cette disposition. Pour les affaires civiles et pénales, les personnes sans ressources ont généralement bénéficié des services d'un avocat commis d'office ; toutefois, du fait de la méconnaissance généralisée de la loi et faute de moyens financiers, nombreux ont été ceux qui n'ont pas pu exercer pleinement leur droit de recourir au système de libération sous caution et de consulter un avocat.

Arrestations arbitraires : La police a parfois effectué des rafles sans mandat pour appréhender des suspects d'actes criminels. Le 15 juin, par exemple, les forces de sécurité ont procédé à une telle rafle près de Zinder. Elles ont détenu Yvonne Ndege, reporter britannique en poste à Abuja (Nigéria) et ses collègues Romuald Luyindula et Mohamed Abubakar, au motif qu'ils n'auraient pas présenté de permis de presse du ministère de la Communication. Leur employeur, al-Jazeera, n'avait pas d'autorisation de presse générale au Niger et leur reportage était de ce fait illégal. Le 17 juin, les autorités ont rapatrié les trois journalistes au Nigéria.

Détention provisoire : Le maintien prolongé en détention provisoire a constitué un problème. Bien que la loi prévoit une détention provisoire de 30 mois au maximum dans le cas des crimes et délits graves et de 12 mois pour des infractions légères (avec des prolongations spéciales dans certaines affaires jugées sensibles), certains prévenus ont dû attendre jusqu'à cinq ans avant d'être jugés. Pendant l'année, 58 % des personnes incarcérées à la prison civile de Niamey étaient en attente de procès, ce pourcentage étant de 54 % à l'échelle nationale. L'inefficacité de l'appareil judiciaire, l'insuffisance des ressources, les pénuries de personnel, la

corruption et l'ingérence du pouvoir exécutif ont prolongé la durée de la détention provisoire. Par exemple, un détenu à la prison de Niamey a attendu plus de trois mois avant d'être accusé du vol de deux pigeons. En revanche, le 6 mai, les autorités ont arrêté Foukori Ibrahim, membre du Parlement, inculpé d'avoir détourné des fonds de l'État d'un montant équivalant à 10 766 443 dollars É-U et l'ont remis en liberté provisoire le 21 juin.

### **e. Dénier de procès public et équitable**

Bien que l'indépendance du pouvoir judiciaire soit prévue par la Constitution et par la loi, le pouvoir exécutif s'est parfois ingéré dans les affaires judiciaires. Au cours de l'année, certains juges ont été mutés à des postes moins prestigieux après avoir affirmé leur indépendance lors du traitement d'affaires de premier plan ou avoir rendu des décisions contraires aux intérêts du gouvernement. La corruption et le manque d'efficacité ont continué de poser problème. Selon certains rapports, les relations familiales ou commerciales auraient influé sur les décisions des tribunaux civils de première instance. Dans certains cas, les juges ont remis en liberté provisoire avant leur procès des personnalités en vue qui ont rarement été rappelées pour être jugées, disposaient d'une entière liberté de mouvement et pouvaient quitter le pays.

Les tribunaux de droit coutumier et la médiation traditionnelle ne fournissaient pas la même protection juridique que le système judiciaire formel. Les chefs traditionnels peuvent jouer un rôle de médiateur et de conseiller. Ils sont habilités à arbitrer de nombreuses questions relevant du droit coutumier (notamment celles ayant trait aux mariages, héritages, différends fonciers et communautaires), mais pas toutes les affaires civiles. Ces chefs ont reçu une rémunération du gouvernement, mais n'avaient aucun pouvoir policier ou judiciaire.

Les tribunaux coutumiers, fondés en grande partie sur le droit islamique, ne connaissent que d'affaires civiles. Ces tribunaux sont présidés par un juriste ayant une formation juridique de base qui est conseillé par un assesseur qui connaît les traditions. Le droit officiel ne régit pas les actions judiciaires des chefs et des tribunaux coutumiers et les parties peuvent se pourvoir en appel de leurs décisions auprès des tribunaux formels. Les femmes ne bénéficient pas du même statut juridique que les hommes dans les tribunaux de droit coutumier et la médiation traditionnelle, ni du même accès aux recours juridiques.

### **Procédures applicables au déroulement des procès**

La loi garantit la présomption d'innocence. Les accusés ont le droit d'être informés promptement et en détail des chefs d'accusation qui leur sont imputés (avec service d'interprétation gratuit pour ceux qui ne parlent pas la langue officielle). Les procès sont publics et font appel à un jury. Les prévenus ont le droit de consulter un avocat ; dans le cas de prévenus mineurs ou indigents accusés de crimes ou délits passibles d'une peine d'au moins 10 ans de prison, l'avocat est commis d'office. Les personnes arrêtées doivent être notifiées de leur droit de consulter un avocat dans les 24 heures suivant leur placement en détention. Les prévenus ont également le droit d'être présents au procès, de confronter les témoins à charge et de présenter des témoins et des éléments de preuve à leur décharge. Le gouvernement est tenu par la loi d'informer les accusés de tous les éléments de preuve qu'il détient à leur encontre, auxquels les prévenus ont accès. Les accusés disposent de délais et de facilités suffisants pour préparer leur défense et ne sont pas tenus de témoigner ou de s'avouer coupables. Les accusés peuvent interjeter appel, d'abord auprès de la Cour d'appel, puis auprès de la Cour suprême. La méconnaissance généralisée de la loi a cependant empêché de nombreux accusés d'exercer pleinement ces droits. La Constitution et la loi confèrent ces droits à tous ; cependant, du fait du nombre restreint de circonscriptions judiciaires, de la pénurie de personnel et du manque de moyens, des retards sont intervenus dans l'instruction des dossiers, et un grand nombre de détenus étaient donc en attente de procès.

### **Prisonniers et détenus politiques**

Il n'y a pas eu de rapports faisant état de prisonniers ou de personnes en détention pour des motifs politiques.

Le fils (adulte) de l'ancien dirigeant de la Libye Mouammar Kadhafi, Saadi Kadhafi, est demeuré sous la garde des autorités. Arrivé au Niger pour y demander asile en septembre 2011, il a été assigné à résidence à Niamey à la demande de la communauté internationale. Malgré diverses tentatives présumées de transfert dans des pays tiers, il était toujours assigné à résidence à la fin de l'année.

### **Procédures et recours judiciaires au civil**

Les citoyens sont autorisés à former des recours en matière civile pour les violations des droits de l'homme. Ils peuvent également se pourvoir en appel des décisions devant la Cour de justice de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

## **f. Ingérence arbitraire dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance**

De tels actes sont interdits par la Constitution et la loi et les pouvoirs publics ont généralement respecté ces interdictions. La police peut cependant effectuer des perquisitions sans mandat lorsqu'il existe de fortes suspicions qu'une habitation abrite des criminels ou des biens volés.

## **Section 2. Respect des libertés individuelles, notamment :**

### **a. Liberté d'expression et liberté de la presse**

La liberté d'expression et la liberté de la presse sont garanties par la Constitution et la loi et, en général, les autorités les ont respectées.

Violence et harcèlement : En février, la police a battu des journalistes qui couvraient les protestations d'un syndicat d'enseignants à Zinder. Les autorités n'ont pris aucune sanction à l'encontre de la police.

Lois sur la diffamation/sécurité nationale : Le 27 mai, la police a interrogé Ali Cissé Ibrahim, directeur du journal privé *L'Actualité*, à la suite d'une plainte déposée par l'avocat du ministre des Affaires étrangères Bazoum concernant un article paru dans la livraison du 15 mai du journal, intitulé « L'enrichissement illicite de la fille d'un ministre d'État de la VIIe République ». Le 28 mai, M. Cissé a comparu devant un magistrat. Le Tribunal de Niamey a statué sur l'affaire le 10 septembre, a conclu que le journaliste était coupable de diffamation et l'a condamné au versement d'une amende de cinq millions de francs CFA (10 309 dollars É-U) au demandeur, lequel a demandé au tribunal de faire don de cette somme à l'Hôpital national.

Le 24 juin, la Cour d'appel de Niamey a annulé la décision d'un tribunal inférieur qui avait conclu à la culpabilité de Diaouga Hamani, directeur du journal privé *Le Capital*, pour diffamation et insultes dans une affaire intentée par Ousmane Idi Ango, directeur général de la Société nigérienne des produits pétroliers (SONIDEP), société nationale. M. Hamani avait été jugé coupable de diffamation et injures par voie de presse et condamné à une amende de 500 000 francs CFA (1 030 dollars É-U). Le demandeur avait interjeté appel. Aucune date n'avait été fixée pour le procès.

### **Actions visant à étendre la liberté de la presse**

Après la promulgation de la loi de 2010 protégeant les journalistes de poursuites judiciaires et l'adoption par le président Issoufou de la Déclaration de la Montagne de la Table, le Niger a continué à renforcer la liberté de la presse au cours de l'année écoulée. C'est ainsi, par exemple, que le gouvernement a attribué des subventions d'aide à la presse à tous les médias privés remplissant les conditions requises et a participé à la toute première Nuit de la liberté de la presse, événement national visant à promouvoir la liberté de la presse et l'éthique. L'organisme officiel de réglementation des médias, l'Observatoire national de la communication, et l'Observatoire nigérien indépendant des médias pour l'éthique et la déontologie (ONIMED), une organisation d'autoréglementation des médias, ont contribué au maintien de conditions améliorées favorables à la liberté de presse.

Le gouvernement a invité des médias privés à accompagner le Président lors de ses déplacements officiels à l'étranger et à en rendre compte.

### **Liberté d'usage de l'Internet**

Il n'y avait pas de restrictions imposées par les autorités à l'accès à Internet ni de rapports indiquant qu'elles surveillaient le courrier électronique ou les forums de discussion sans y être autorisé par la loi. Le 4 juin, le ministre du Plan et du Développement communautaire, en tant que Premier ministre par intérim, a présidé à l'ouverture du premier forum internet national sur la gouvernance de l'Internet, aligné sur une initiative de la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies. Le forum visait à accroître la visibilité, la fiabilité, la sécurité et le développement de l'Internet. Au cours de l'année, le gouvernement a adopté une stratégie nationale de développement des technologies de l'information et des communications. Les individus et les groupes ont pu exprimer pacifiquement leurs opinions sur l'Internet, mais peu de Nigériens y avaient accès. La Sonitel, société de télécommunications appartenant à l'État, a bloqué l'accès à certains sites Web, tels que ceux de l'organisation terroriste Boko Haram, sur ordre du Haut-Commissariat aux nouvelles technologies de l'information et de la communication. Selon l'Union internationale des communications, en 2012, moins de 2 % de la population nigérienne utilisait l'Internet.

### **Liberté d'enseignement et manifestations culturelles**

Le gouvernement n'a imposé aucune restriction à la liberté de l'enseignement ou aux manifestations culturelles.

## **b. Liberté de réunion et d'association pacifiques**

### **Liberté de réunion**

La Constitution et la loi garantissent la liberté de réunion ; la police a cependant dispersé par la force des manifestants. Le gouvernement est demeuré habilité à interdire les rassemblements en période de tensions sociales ou en l'absence d'un préavis de 48 heures donné par les organisateurs.

Le 15 février, la police a fait usage de gaz lacrymogène et de matraques pour disperser une manifestation d'enseignants. Neuf personnes ont été blessées, dont quatre journalistes qui ont été battus. La police a détenu brièvement un dirigeant d'un syndicat d'enseignants. Les syndicats, les organisations de médias et les groupes de défense des droits de l'homme ont dénoncé la violence de la police.

En février, Zaiyanou Hassane, un écolier, a été tué lors qu'une manifestation de protestation contre le traitement appliqué par les autorités aux mototaxis à Gaya, à environ 200 km au sud-est de Niamey. L'écolier était apparemment un passant innocent, frappé par une balle perdue tirée par un policier. L'enquête était encore en cours à la fin de l'année. L'incident a provoqué des protestations de la part de groupes estudiantins à Niamey, qui ont parfois donné lieu à des violences (jets de pierres et brûlage de pneus). Les étudiants manifestent généralement durant le mois de février en souvenir des activités étudiants tués durant les années 1990.

Tout au long des mois d'août et septembre, les habitants du quartier de Goudel à Niamey ont manifesté en protestation contre l'installation de barrières de sécurité qui leur bloquaient l'accès direct au centre-ville et qui était cause d'augmentations des tarifs des transports publics. Les autorités ont arrêté un nombre inconnu de protestataires et un parlementaire local accusé de les avoir incités à manifester. Tous les manifestants arrêtés avaient été remis en liberté à la fin de l'année.

### **Liberté d'association**

Bien que la loi garantisse la liberté d'association, les partis politiques fondés sur l'appartenance à un groupe ethnique, une religion ou une région ne sont pas autorisés.

### **Liberté de religion**

Veillez consulter le *Rapport du Département d'État sur la liberté de religion dans le monde* à l'adresse suivante : [www.state.gov/j/drl/irf/rpt](http://www.state.gov/j/drl/irf/rpt).

#### **d. Liberté de circulation, personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, protection des réfugiés et personnes apatrides**

La Constitution et la loi prévoient la liberté de circulation à l'intérieur du pays, celle de se rendre à l'étranger, d'émigrer et de revenir au Niger. L'État a généralement respecté ces droits dans les faits.

Les pouvoirs publics ont coopéré avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et d'autres organisations humanitaires afin d'apporter protection et assistance aux personnes déplacées à l'intérieur du pays, aux réfugiés, aux demandeurs d'asile et à d'autres personnes en situation préoccupante. Le gouvernement a facilité la participation des réfugiés maliens à l'élection présidentielle du Mali. Le HCR a assuré l'administration d'environ 50 000 réfugiés maliens établis sur huit sites, ainsi que de 8 332 réfugiés nigériens dans la région de Diffa, où les réfugiés étaient intégrés à la communauté locale.

Déplacement à l'intérieur du pays : Les forces de sécurité ont surveillé la circulation des personnes et des biens à divers points de contrôle répartis dans l'ensemble du pays, en particulier près des principales agglomérations, et elles ont dans certains cas exigé des pots de vin. Les syndicats des transports et les groupes de la société civile ont continué de dénoncer de telles pratiques.

#### **Personnes déplacées à l'intérieur du pays**

Les pénuries alimentaires et les inondations survenues au cours de l'année ont déplacé un grand nombre de personnes. Au début août, les inondations (en particulier celles du fleuve Niger dans les régions de Dosso, de Tillabéry et de Niamey ainsi que dans la région d'Agadez) ont touché quelque 165 000 personnes, en ont déplacé un grand nombre, contraintes d'abandonner leur domicile et ont fait 32 morts. Le gouvernement s'est associé à des donateurs étrangers et des ONG pour fournir à ces personnes déplacées abri, aliments, eau et autres nécessités. Le gouvernement a participé aux efforts visant à promouvoir le retour ou la réinstallation librement consentis des personnes déplacées dans de bonnes conditions de sécurité.

Des organisations humanitaires internationales ont signalé que les conflits communautaires entre agriculteurs et éleveurs, et communautés rurales et bandits,

notamment dans la région de Tillabéry, dans le nord du pays, ont entraîné des déplacements de population. Les pressions imposées par la désertification et la croissance démographique à l'agriculture et à l'élevage de subsistance, principales activités de la région, ont accru la concurrence entre agriculteurs et éleveurs face aux ressources naturelles limitées et induit des conflits périodiques entre eux. Des incursions de rebelles armés provenant du Mali et des actes de banditisme sporadiques sur les grands axes de circulation ont également provoqué la fuite des habitants.

### **Protection des réfugiés**

Droit d'asile : La loi prévoit l'octroi du droit d'asile ou du statut de réfugié et les pouvoirs publics ont mis en place un régime de protection des réfugiés.

En octobre, étaient inscrits au Niger quelque 50 000 Maliens (estimation), auxquels les autorités ont accordé le statut de réfugié *prima facie*. Les réfugiés étaient hébergés principalement dans trois camps (Tabareybarey, Mangaïzé et Abala) et deux « zones d'accueil » officielles (Tazalite et Intekan), où les réfugiés maliens pouvaient s'établir librement avec leur bétail et poursuivre leur existence d'éleveurs traditionnels. Le gouvernement et les organisations humanitaires leur ont prêté assistance. Environ 10 000 autres réfugiés vivaient dans des camps de fortune établis le long de la frontière et avaient peu accès à l'aide humanitaire.

Le conflit opposant Boko Haram et les forces armées nigérianes dans le nord-est du Nigéria a provoqué un exode de milliers de personnes à destination du Niger, où sont entrés 8 300 réfugiés nigériens (estimation) et plus de 29 000 migrants nigériens de retour au pays. Les communautés locales ont accueilli les réfugiés mais, bien que le gouvernement ait fourni des services, il n'a pas été établi de camps de réfugiés. Le HCR a fourni une aide aux réfugiés et aux autres populations relevant de sa compétence à Diffa.

Protection temporaire : Au cours de l'année écoulée, le gouvernement a accordé une protection temporaire à quelque 350 personnes qui ne remplissent peut-être pas les conditions requises pour bénéficier du statut de réfugié garanti par la Convention de 1951 ou le Protocole de 1967.

### **Section 3. Respect des droits politiques : Le droit des citoyens à changer de gouvernement**

La Constitution et la loi confèrent aux citoyens le droit de changer pacifiquement de gouvernement et les citoyens ont exercé ce droit à travers des élections périodiques, généralement libres et régulières, fondées sur le suffrage universel.

### **Élections et participation politique**

Élections récentes : En 2011, Mahamadou Issoufou a été élu président pour un mandat de cinq ans, avec 58 % des voix, lors d'élections que les observateurs internationaux ont jugées libres et régulières dans l'ensemble. M. Issoufou a bénéficié du soutien d'une coalition composée principalement de partis qui étaient dans l'opposition sous la présidence de M. Tandja, notamment le Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS), le Mouvement pour la démocratie au Niger, le Rassemblement démocratique social, le Rassemblement pour la démocratie et le progrès, l'Alliance nigérienne pour la démocratie et le progrès, ainsi que l'Union pour la démocratie et la République, qui a remporté 83 des 113 sièges à l'Assemblée nationale lors des élections législatives tenues elles aussi en 2011. Le Mouvement national pour la société du développement, favorable à M. Tandja, a remporté 26 sièges et la Convention sociale démocratique ainsi que l'Union des Nigériens indépendants ont obtenu trois sièges et un siège, respectivement. M. Issoufou a nommé comme Premier ministre Brigi Rafini, membre du PNDS.

Participation de femmes et des minorités : La loi stipule que les femmes doivent occuper au moins un quart des postes à responsabilité du gouvernement et au moins un dixième des sièges d'élus. Après un remaniement ministériel au mois d'août, sept femmes siégeaient au conseil des ministres comptant 37 membres. À la fin de l'année, sept des 30 chefs de mission diplomatique à l'étranger étaient des femmes. Quinze des 113 sièges de l'Assemblée nationale étaient détenus par des femmes. Les principaux groupes ethniques étaient tous représentés à tous les niveaux du gouvernement. Huit sièges de l'Assemblée nationale étaient réservés aux représentants de « circonscriptions spéciales », particulièrement aux minorités ethniques et aux populations nomades.

### **Section 4. Corruption et manque de transparence du gouvernement**

Bien que la loi prévoit des sanctions pénales pour les cas de corruption dans la fonction publique, les pouvoirs publics n'ont pas veillé efficacement à son application et les fonctionnaires se sont souvent livrés à des actes de corruption en toute impunité. Les plus récents indicateurs de la Banque mondiale sur la

gouvernance mondiale ont confirmé que la corruption était un grave problème. Le gouvernement a d'ailleurs publiquement reconnu ce problème.

Corruption : Les fonctionnaires ont souvent exigé des pots-de-vin en échange de services publics. Le problème de la corruption a été exacerbé par le manque de moyens financiers et la formation insuffisante des forces de l'ordre ainsi que l'inefficacité des mécanismes de contrôle administratif. Au nombre des autres facteurs contributifs figuraient la pauvreté, le bas niveau des salaires, la politisation de la fonction publique, les allégeances traditionnelles à la famille et aux groupes ethniques, une culture d'impunité et le manque d'éducation civique.

La Haute Autorité à la lutte contre la corruption et les infractions assimilées (HALCIA) a transmis plusieurs dossiers de corruption au ministère de la Justice.

Supervisée par la présidence de la République, la HALCIA est chargée de surveiller l'application des programmes anticorruption du gouvernement. Elle comptait parmi ses membres des représentants du secteur public, du secteur privé et de la société civile. L'HALCIA a mis en évidence, après enquêtes, plusieurs affaires de corruption et de fraude impliquant des fonctionnaires, des juges et des membres des forces de sécurité, notamment des douaniers. Elle a porté la plupart de ces affaires à l'attention des procureurs de la République pour qu'ils engagent les poursuites nécessaires. Les individus concernés ont été accusés de crimes et parfois incarcérés brièvement, bien qu'ils aient généralement été laissés en liberté conditionnelle, et il n'a pas été prononcé de condamnations pour corruption. Le 21 juin, par exemple, un juge a autorisé la mise en liberté conditionnelle de Foukori Ibrahim, membre du parlement et ancien directeur général de la compagnie nationale d'électricité, la Nigelec. M. Ibrahim avait été incarcéré en mai, ayant été inculpé de détournement de fonds publics d'un montant de 9 558 443 dollars É-U et de 192 405 000 nairas nigériens (1 208 000 dollars É-U) (voir la section 1.d.). En mars, les autorités ont arrêté Alhassane Salou Alpha, préfet du département de Téra dans la région de Tillabéry, inculpé de détournement d'aide alimentaire étrangère. Le tribunal lui a accordé une mise en liberté provisoire après trois mois d'incarcération et le gouvernement l'a rétabli dans ses fonctions.

L'Inspection générale d'État, l'HALCIA et les tribunaux du pays sont chargés de combattre la corruption au sein de l'administration. La Cour des comptes de l'État règlemente les finances publiques et assure la transparence de la gestion des fonds publics. Elle surveille la gestion de tous les organismes gouvernementaux et projets de développement financés par des sources extérieures, ainsi que

l'exécution du budget. Elle vérifie également les comptes des partis politiques et les déclarations de biens personnels des membres du gouvernement soumises à la Cour constitutionnelle. La Cour des comptes de l'État peut, à la demande de l'Assemblée nationale, enquêter sur l'utilisation des recettes de l'État et les dépenses publiques. La Cour est également habilitée à sanctionner toute fraude constatée dans la gestion des ressources publiques.

Le 9 avril, l'Assemblée nationale a amendé la loi 92-024 de 1992 sur la répression de l'enrichissement illicite. L'amendement consiste à exiger que le ministère public établisse la preuve de l'enrichissement illicite « par tout moyen légal » et non pas « par tous les moyens » selon le libellé du texte antérieur.

Protection des lanceurs d'alerte : Les lois sur la liberté de la presse et la lutte contre la corruption et la loi de 1992 sur l'enrichissement illicite prévoient la protection des témoins, y inclus des lanceurs d'alerte.

Déclaration de situation financière : La Constitution stipule que le président de la république, les présidents d'autres institutions publiques et les membres du gouvernement doivent soumettre à la Cour constitutionnelle lors de leur entrée en fonction une déclaration écrite de leurs biens et autres avoirs personnels, ce qui a bien été le cas dans la pratique. Cette obligation ne s'applique pas à leurs conjoints ou enfants. Les avoirs financiers et biens matériels doivent également être déclarés. Ces déclarations doivent être actualisées tous les ans, ainsi qu'à la fin de leur mandat. Les déclarations initiales et actualisées sont publiées au Journal officiel et par voie de presse. Un exemplaire de ces déclarations est transmis aux services financiers du gouvernement. Les déclarants sont tenus d'expliquer toute différence entre la déclaration initiale et la déclaration actualisée. La Cour constitutionnelle est habilitée à évaluer ces différences. Les hauts fonctionnaires en question ne sont pas autorisés à acheter ni à louer, directement ou par l'intermédiaire d'une tierce partie, des biens appartenant au gouvernement, ni à tenter d'obtenir des contrats publics. L'HALCIA et l'Inspection générale d'État sont investies de fonctions d'investigation, l'Inspection générale étant davantage axée sur l'administration.

Accès à l'information publique : L'accès à l'information publique et aux documents administratifs est prévu par la loi, laquelle a été respectée dans la pratique ; de nombreux documents ont également pu être obtenus auprès des différents ministères et des Archives nationales. Une liste des documents « communicables » et « non communicables », ainsi que les modalités et frais d'accès, sont définis par la loi. Si l'accès à un document officiel est refusé, les autorités concernées sont tenues de prévenir le demandeur par écrit et de citer les

fondements juridiques de leur décision. La loi prévoit des voies de recours auprès du Médiateur de la République ; les recours juridictionnels sont adressés au tribunal administratif. Des sanctions sont également prévues en cas de non-respect de la loi par des organismes, des fonctionnaires ou des usagers.

Durant sa session de mars-juin, l'Assemblée nationale a adopté une loi conforme aux directives de l'Union économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest relatives à la transparence dans la gestion des finances publiques.

### **Section 5. Attitude du gouvernement face aux enquêtes internationales et non gouvernementales portant sur des violations présumées des droits de l'homme**

ONU et autres organismes internationaux : Plusieurs groupes nationaux et internationaux de défense des droits de l'homme ont généralement fonctionné sans restriction gouvernementale ; ils ont mené leurs enquêtes et publié leurs conclusions sur des dossiers de droits de l'homme. Les responsables gouvernementaux se sont montrés quelque peu coopératifs et à l'écoute de leurs points de vue. Néanmoins, l'insécurité régnant dans certaines zones septentrionales du pays a limité l'aptitude des groupes de défense des droits de l'homme à enquêter sur les violations des droits de l'homme commises dans ces zones.

Organismes publics de défense des droits de l'homme : L'ONDHLF est chargé de mener des enquêtes sur les conditions de vie dans les prisons et les centres de détention et d'exercer un suivi de la situation ; toutefois, il a manqué de moyens pour mettre en œuvre un plan d'action. Le Médiateur de la République est le médiateur officiel du gouvernement, qui traite notamment des questions relatives aux droits de l'homme. L'ONDHLF et le médiateur ont agi sans ingérence gouvernementale ; ils ont cependant souvent manqué des moyens nécessaires pour s'acquitter de leurs tâches de manière efficace.

Le gouvernement a conféré son mandat à la Commission nationale de lutte contre la traite des personnes et en a assuré en partie la dotation en personnel mais ne l'a pas financée intégralement. Son président a été affecté à un autre poste gouvernemental au cours de l'année, ce qui a eu pour effet de contraindre la commission à interrompre toutes ses activités, vu le petit nombre de son personnel.

### **Section 6. Discrimination, abus sociétaux et traite des personnes**

La loi interdit la discrimination fondée sur la race, le sexe, le handicap, la langue et le statut social. Toutefois, les pouvoirs publics n'ont, de manière générale, pas fait

appliquer ces dispositions, en grande partie car les victimes n'ont pas signalé les cas de discrimination ou ont subi des pressions pour les inciter à recourir aux mécanismes traditionnels de règlement des conflits.

La Constitution adoptée en 2010 établit des institutions démocratiques nouvelles et renforcées. Elle prévoit également l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'encontre des femmes et introduit les principes fondamentaux de respect des droits économiques et sociaux, tels que le droit à une alimentation et à une eau potable sûres et adéquates. Il n'existe pas de loi concernant l'orientation et l'identité sexuelles.

### **Condition féminine**

Viol et violences au foyer : Le viol a représenté un problème courant. Il est passible d'une peine d'emprisonnement de 10 à 30 ans, selon les circonstances et l'âge de la victime. La Cour d'appel a instruit plusieurs affaires pénales de viol au cours de l'année ; toutefois, la plupart des cas n'ont pas été signalés aux autorités en raison de la peur et de la honte que ressentent les victimes. La loi ne reconnaît pas de manière explicite le viol conjugal, qui a rarement fait l'objet de poursuites judiciaires. Les victimes ont souvent cherché à régler le problème au sein de la famille ou ont subi des pressions dans ce sens, et bon nombre d'entre elles n'ont pas signalé aux autorités un viol conjugal par peur de subir des représailles ou de perdre un soutien économique.

La violence conjugale à l'égard des femmes a constitué un phénomène courant, bien qu'il n'existe pas de données statistiques fiables sur le nombre d'actes de violence commis, les poursuites judiciaires engagées et les condamnations obtenues. Les femmes sont fréquemment battues par leur mari.

La loi n'interdit pas explicitement la violence conjugale, mais une femme a la possibilité d'engager des poursuites judiciaires contre son époux ou de porter plainte contre lui au pénal pour coups et blessures ; ces actes sont passibles d'une peine d'emprisonnement pouvant aller de deux mois, assortie d'une amende de 10 000 francs CFA (20 dollars É-U), à 30 ans. Le gouvernement a tenté, sans grand succès, de faire appliquer ces lois. Les tribunaux ont instruit des affaires de violence conjugale quand des plaintes ont été déposées. Les poursuites engagées à la suite de conflits conjugaux ont souvent été abandonnées en faveur des mécanismes traditionnels de règlement des conflits. Même si, en cas de violence, les femmes ont le droit de demander réparation auprès des tribunaux coutumiers ou modernes, peu d'entre elles l'ont fait, par ignorance du système judiciaire et de

peur d'être ostracisées, répudiées ou de faire l'objet de nouvelles violences. Le ministère de la Population, de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant, des organisations internationales, des ONG ainsi que des associations de femmes ont mené des campagnes de sensibilisation à la violence faite aux femmes et aux voies de recours qui existent, en organisant des activités qui ont fait l'objet d'une importante couverture médiatique.

Le 13 mai, Journée de la femme, les pouvoirs publics ont réaffirmé leur volonté de lutter contre la violence à l'égard des femmes. Le Premier ministre a déclaré que les enquêtes menées en 2010 sur la violence sexospécifique indiquaient que 43,2 % des Nigériennes avaient subi des violences physiques et que 28,3 % avaient subi des violences sexuelles à un moment donné de leur existence.

Mutilations génitales féminines/excision (MGF/E) : (Voir la section 6. Enfants.)

Harcèlement sexuel : Le harcèlement sexuel est passible d'une peine d'emprisonnement de trois à six mois assortie d'une amende de 10 000 à 100 000 francs CFA (20 à 200 dollars É-U). Si le contrevenant occupe une position d'autorité par rapport à la victime, la peine d'emprisonnement encourue est de trois mois à un an et elle est assortie d'une amende plus élevée, de 20 000 à 200 000 francs CFA (40 à 400 dollars É-U). Le harcèlement sexuel a été un phénomène courant. Les tribunaux ont appliqué les lois en vigueur dans les affaires qui leur ont été signalées, qui ne représentaient qu'un faible pourcentage de l'ensemble des cas.

Droits génésiques : Le gouvernement a reconnu le droit fondamental des couples et des individus de décider librement et de manière responsable du nombre de leurs enfants ainsi que de l'espacement et du moment de leur naissance. Il n'était toutefois pas facile d'obtenir des informations concernant ces droits. Il n'y a pas eu de restrictions à l'accès aux contraceptifs. Les dispensaires et les ONG locales œuvrant dans le domaine de la santé ont été autorisés à diffuser librement des informations sur la planification familiale sous la direction du ministère de la Santé publique. Le 11 juillet, le ministre de la Population, de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant a déclaré que seulement 6 % des filles et des femmes de 15 à 19 ans et 12 % de celles de 16 à 24 ans employaient une méthode de contraception moderne en 2012.

Depuis 2007, le gouvernement fournit des soins de santé gratuits aux enfants jusqu'à l'âge de cinq ans, ce qui a contribué à accroître l'accès des femmes aux centres de soins de santé pour des soins généraux ainsi que pour des soins

obstétriques et postpartum essentiels, notamment pour la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant. Du fait du manque de personnel de santé qualifié et de moyens limités, de nombreuses femmes ont eu recours à des sages-femmes traditionnelles (des matrones) pendant l'accouchement ou n'étaient envoyées dans des hôpitaux qu'en cas de complication survenant chez la mère ou l'enfant. Selon le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), 18 % des naissances avaient lieu avec l'assistance d'un personnel de santé qualifié. En 2010, le taux de mortalité maternelle (nombre de décès maternels pour 100 000 naissances vivantes) était de 590 et le risque de décès maternel au cours de la vie de 1 sur 23. Les principaux facteurs ayant une incidence sur la mortalité maternelle comprenaient l'absence de soins prénatals, les maladies au cours de la grossesse, les infections après l'accouchement et les accidents survenus durant l'accouchement.

Discrimination : Bien que la Constitution prévoie l'égalité des droits sans distinction de sexe, les femmes ne jouissent pas des mêmes droits que les hommes aux termes du droit de la famille, dont connaissent généralement les tribunaux coutumiers. En droit coutumier, les droits juridiques dont est investi le chef de famille ne concernent en règle générale que les hommes; une femme divorcée ou veuve, même avec des enfants, n'est pas considérée comme chef de famille. Les croyances traditionnelles et religieuses ont été sources de discrimination dans les domaines de l'éducation, de l'emploi, de la propriété ou de la gestion d'une entreprise, du crédit et des droits de propriété. La discrimination était plus prononcée dans les zones rurales où les femmes participaient aux activités agricoles de subsistance et étaient les principales responsables de l'éducation des enfants, de la cuisine, de la collecte de l'eau et du bois de chauffe et d'autres travaux. En l'absence d'un testament formel prévoyant des dispositions contraires, la part des biens d'un parent décédé que reçoit une fille est équivalente au tiers de ce que recevrait un homme. Dans l'est, l'on a signalé des cas de femmes cloîtrées chez elles par leur mari, ne pouvant sortir que si elles étaient accompagnées par un parent de sexe masculin et, même accompagnées, généralement uniquement après la tombée de la nuit.

Le gouvernement a établi à l'intention des femmes des programmes leur permettant d'accéder au microcrédit, à l'eau salubre et aux services de santé.

## **Enfants**

Enregistrement des naissances : La citoyenneté est transmise aux enfants par leurs parents. L'enregistrement des naissances, notamment dans les régions rurales

reculées et les communautés nomades, ne s'est pas effectué immédiatement, par ignorance ainsi que du fait de l'éloignement des services publics ou de la pauvreté des parents. Le gouvernement s'est employé à remédier à ce problème avec l'appui de l'UNICEF et plusieurs ONG ont encouragé la déclaration des naissances. Le non-enregistrement des naissances ne prive pas la personne concernée de l'accès aux services publics mais complique la procédure à suivre lorsque cette personne souhaite se porter candidate à des fonctions publiques. D'après l'UNICEF, 32 % des enfants de moins de cinq ans ont été enregistrés à la naissance en 2011, leurs nombres étant considérablement plus élevés dans les régions urbaines.

Éducation : La scolarité est obligatoire, gratuite et universelle à partir de l'âge de six ans et pendant les six premières années de l'enseignement élémentaire, mais dans la pratique, seuls 63 % des enfants d'âge scolaire étaient scolarisés (d'après les chiffres de l'année scolaire 2007-2008). Les élèves étaient souvent obligés d'acheter leurs propres livres et fournitures. Selon l'Institut national de la statistique, le taux d'achèvement des études primaires pour les enfants scolarisés était en 2012 de 71 % chez les filles et de 88 % chez les garçons. La plupart des parents gardaient leurs filles à la maison pour les travaux ménagers et celles-ci fréquentaient rarement l'école plus de quelques années. Au cours de l'année écoulée, le gouvernement n'a pas promulgué de lois qui auraient honoré la promesse faite en 2011 par le président Issoufou d'assurer la gratuité de l'éducation jusqu'à l'âge de 16 ans.

Maltraitance d'enfants : La violence à l'égard des enfants et les cas de maltraitance étaient courants. La loi prévoit les peines à appliquer en cas de maltraitance des enfants. Par exemple, les parents de mineurs qui pratiquent régulièrement la mendicité, ou toute personne qui incite un mineur à mendier ou en tire profit, peuvent être condamnés à une peine de prison de six mois à un an. L'enlèvement d'un mineur (de moins de 18 ans) est passible de deux à dix ans de prison. L'enlèvement assorti d'une demande de rançon est puni d'une peine de prison à perpétuité.

En juin, les autorités de Tillabéry ont référé à la Cour d'appel de Niamey deux affaires de viol de fillettes (âgées de 9 et 13 ans). Les inculpés étaient en détention provisoire en attente de procès à la fin de l'année. Des ONG locales sont venues à l'aide des fillettes qui ont poursuivi leurs études dans des écoles communautaires.

Chacun des 10 tribunaux de grande instance et des 36 tribunaux d'instance comptait au moins un juge chargé des affaires juvéniles, y compris du travail des enfants. Toutes les unités de police judiciaire, à l'échelle des régions et des

districts, pouvaient traiter des affaires concernant des mineurs et les porter devant un juge. Le gouvernement a également collaboré avec l'UNICEF et l'Organisation internationale du Travail (OIT) dans le cadre de programmes visant à renforcer l'application de la loi et à sensibiliser aux droits de l'enfant les fonctionnaires, les parents, les chefs traditionnels et d'autres intervenants clés.

Mariage forcé et mariage précoce : Le mariage précoce a constitué un problème, notamment dans les zones rurales. Sa prévalence était la plus élevée dans le sud, dans les régions de Diffa, de Zinder, de Maradi et de Tahoua. La loi autorise une fille considérée comme « suffisamment mûre » à se marier dès l'âge de 15 ans. Certaines familles ont passé des accords matrimoniaux aux termes desquels les filles des zones rurales, âgées parfois de 12 ans ou moins, étaient envoyées dans leur belle-famille, sous la « supervision » de leur belle-mère. Le ministère de la Population, de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant a travaillé de concert avec des associations de femmes afin de sensibiliser les chefs traditionnels et religieux des communautés rurales au problème du mariage des mineures. Le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) intervenait au niveau des communautés avec l'Association des chefs traditionnels pour sensibiliser le public au problème, et notamment au risque de décès et d'invalidité maternels. D'après l'UNICEF, 36 % des femmes de 20 à 24 ans étaient mariées ou vivaient en ménage avant l'âge de 15 ans et 75 % avant l'âge de 18 ans. D'après le FNUAP, en 2011, le taux de naissance des adolescentes était de 199 naissances pour 1 000 filles âgées de 15 à 19 ans.

À Tillabéry, deux jumelles âgées de 13 ans ont été mariée au même homme contre versement à la père d'une somme de 150 000 francs CFA (309 dollars É-U).

Pratiques traditionnelles néfastes : Les mutilations génitales féminines/excision (MGF/E) ont été pratiquées sur des fillettes, la clitoridectomie en étant la forme la plus courante. Le « dangouria », forme de mutilation/excision qui ne se rencontre qu'au Niger, a également été fréquente. Cette pratique, qui consiste à exciser l'hymen des fillettes à la naissance, est effectuée par des barbiers traditionnels, les « wanzam ». Les MGF/E sont interdites par la loi et passibles d'une peine d'emprisonnement de six mois à trois ans. En cas de décès d'une victime, l'auteur de telles pratiques peut être condamné à une peine de 10 à 20 ans d'emprisonnement. Certains groupes ethniques ont pratiqué la MGF/E, principalement les Peuls et les Djermas, qui vivent dans la partie occidentale du pays. Selon l'UNICEF, le taux de MGF/E a diminué, étant passé de 5 % en 1998 à 2,2 % en 2006. Parmi les filles de 15 à 19 ans, ce taux n'est plus que de 1,9 %. Il a été indiqué dans un rapport établi en 2008 par le Bureau de la coordination des

affaires humanitaires de l'ONU que des exciseurs du Burkina Faso venaient au Niger pour pratiquer des MGF/E sur des filles gourmantché nomades, ce phénomène de MGF/E « transfrontalière » s'observant de plus en plus.

Le 15 mai, les conseils locaux de 20 villages rassemblés à Makalondi, dans la région de Tillabéry (où les MGF/E étaient pratiquées sur 65 % des filles), ont déclaré lors d'une réunion publique en présence de l'épouse du Président, de ministres et de représentants d'ONG internationales et locales qu'ils avaient abandonné la pratique de l'excision. Le 8 novembre, dans le cadre d'un événement ayant réuni un public nombreux, l'épouse du Président a présidé à la première d'un film sur les MGF/E de Fati Mariko, artiste qui a été victime de cette pratique à l'âge de sept ans. Le film, qui révèle l'atrocité de l'excision, est un instrument de plaidoyer destiné à lutter contre la pratique. Fati Mariko et l'ONG locale qui la parrainait, Animas-Sutura, entreprenaient ainsi une campagne dans les écoles et les villages où les victimes parlaient de leur expérience et sensibilisaient le public au mal causé par les MGF/E. Le gouvernement a poursuivi sa collaboration avec des ONG locales, des chefs communautaires, l'UNICEF et d'autres bailleurs de fonds pour distribuer du matériel éducatif aux centres de santé et participer à des activités de sensibilisation.

Exploitation sexuelle des enfants : Bien que le proxénétisme de mineurs soit puni par le code pénal, la prostitution des mineurs a constitué un problème. Le code pénal prévoit des peines de prison de deux à cinq ans et une amende de 50 000 à 500 000 francs CFA (100 à 10 000 dollars É-U) en cas de prostitution de mineurs. La loi ne fixe pas d'âge minimum de consentement légal aux relations sexuelles mais condamne l'attentat à la pudeur sur mineurs (c'est-à-dire sur des personnes de moins de 18 ans). Il appartient au juge de décider de ce qui constitue un attentat à la pudeur. Un tel acte et son corollaire, « l'incitation des mineurs à la débauche », sont passibles d'une peine de prison allant de trois à cinq ans. Cette disposition s'applique également à la pornographie infantile. Il a été signalé en particulier que des filles victimes de la traite étaient contraintes de se prostituer le long de la principale route qui traverse le pays d'est en ouest, en particulier entre les villes de Birni, de n'Konni et de Zinder le long de la frontière entre le Niger et le Nigéria. Les familles des victimes étaient souvent complices de la prostitution de leurs enfants.

Infanticide ou infanticide d'enfants handicapés : Des infanticides ont été commis et une part importante de la population carcérale féminine était composée de femmes condamnées pour ce crime, souvent motivé par la volonté de dissimuler une grossesse hors mariage.

Enfants déplacés : Un grand nombre de garçons déplacés, originaires de zones rurales, ont été confiés à des écoles coraniques et se sont adonnés à la mendicité dans les rues des grandes villes. Les enfants déplacés avaient accès aux services publics.

Enlèvements internationaux d'enfants : Le Niger n'est pas partie à la Convention de la Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants.

### **Antisémitisme**

Il n'existait pas de communauté juive importante et aucun acte antisémite n'a été signalé.

### **Traite des personnes**

Voir le *Rapport annuel du département d'État sur la traite des personnes* à l'adresse suivante : [www.state.gov/j/tip](http://www.state.gov/j/tip).

### **Personnes handicapées**

La Constitution et la loi interdisent la discrimination à l'égard des personnes atteintes de handicaps mentaux et physiques en matière d'emploi, d'éducation et d'accès aux soins de santé et à d'autres services publics et le gouvernement a, en général, veillé à l'application de ces dispositions. La loi ne mentionne pas expressément les voyages par voie aérienne et autres moyens de transport, mais les autorités ont généralement appliqué des dispositions analogues contre la discrimination. Le code du travail de 2012 appelle à la promotion de l'offre d'opportunités d'emploi pour les handicapés. La loi fait obligation à l'État de répondre aux besoins des personnes handicapées, mais aucune réglementation n'impose spécifiquement de rendre accessibles à ces personnes les bâtiments, les transports et l'éducation. L'État a fourni des soins médicaux restreints aux personnes handicapées. Dans la société, les personnes handicapées, notamment les personnes atteintes de handicaps mentaux et de la lèpre, ont fait l'objet de discrimination. Le ministère de la Population, de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant est chargé d'assurer le respect des droits des personnes handicapées, y compris des personnes atteintes de handicaps sensoriels ou intellectuels.

En septembre, des personnes atteintes d'albinisme ont créé l'Association nationale des albinos du Niger pour promouvoir et protéger leurs droits, éduquer la population aux problèmes auxquels elles se heurtent, enregistrer tous les albinos vivant dans le pays et faciliter l'apport de soins à ses membres.

### **Abus sociétaux, discrimination et actes de violence basés sur l'orientation et l'identité sexuelles**

L'homosexualité a continué de susciter une forte stigmatisation sociale, mais il n'existe pas de loi qui érige en infraction l'activité sexuelle consensuelle entre personnes du même sexe. La loi stipule toutefois qu'un acte « non naturel » avec une personne de même sexe âgée de moins de 21 ans est passible d'une peine d'emprisonnement de six mois à trois ans assortie d'une amende de 10 000 à 100 000 francs CFA (20 à 200 dollars É-U).

En janvier, des forces de sécurité ont arrêté deux individus du même sexe trouvés nus ensemble dans une automobile stationnée dans un lieu isolé. Les deux hommes ont été incarcérés brièvement et accusés d'atteinte publique à la pudeur. Les autorités leur ont imposé une petite amende, sans autre peine privative de liberté.

Les gays et les lesbiennes étaient en butte à une discrimination sociétale et à une réprobation sociale. Selon certains rapports, deux associations de défense des droits des homosexuels auraient mené leurs activités en secret, en partie parce qu'elles n'étaient pas officiellement enregistrées. Les pressions sociales incitant à la conformité sont grandes et nombre de lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres (LGBT) se marient et ont une famille, souvent tout en ayant des relations LGBT en secret. Il n'y a pas eu de rapport officiel ni émanant d'ONG sur la discrimination à l'encontre de personnes en raison de leur orientation ou de leur identité sexuelles. Les organisations internationales et les ONG ont poursuivi leur action de sensibilisation en la matière, en mettant l'accent sur la stigmatisation sociale en général.

Il n'y a pas eu de cas documentés de discrimination dans l'emploi, l'activité professionnelle, le logement, le statut d'apatride ou l'accès à l'éducation ou aux soins de santé sur la base de l'orientation sexuelle. La stigmatisation ou l'intimidation constituaient des causes probables de la non déclaration des incidents de violation des droits.

### **Autres formes de violence ou discrimination sociétale**

Les personnes vivant avec le VIH-sida ont fait l'objet de discrimination sociale malgré les efforts importants des pouvoirs publics pour s'y opposer. En conjonction avec plusieurs organisations actives dans le domaine du VIH-sida, le gouvernement a poursuivi sa campagne de lutte contre la discrimination. Le nouveau code du travail protège de la discrimination les personnes atteintes de maladies telles que le VIH-sida et la drépanocytose.

Les différends portant sur des droits fonciers et des zones de pâturage ont continué et se sont soldés par plusieurs décès.

## **Section 7. Droits des travailleurs**

### **a. Liberté d'association et droit à la négociation collective**

La Constitution et la loi reconnaissent aux travailleurs le droit de constituer des syndicats indépendants et d'y adhérer, de mener des grèves légales et de négocier collectivement. Elles autorisent également le droit de grève, sauf pour la police et les autres forces de sécurité. La loi restreint le droit de grève chez les agents de l'État occupants des postes de direction et les employés de certains « services essentiels », cette restriction étant de portée plus large que ce qui avait été envisagé à l'origine par la convention de l'OIT. La loi définit les services stratégiques et/ou essentiels pour lesquels un service minimum est requis en période de grève, à savoir : les télécommunications, la santé, les médias publics, l'approvisionnement en eau, la distribution d'électricité, la distribution de carburant, le contrôle du trafic aérien, les services financiers, les transports publics, le ramassage d'ordures et les forces de l'ordre.

La Constitution et la loi reconnaissent aux travailleurs le droit de constituer des syndicats et d'y adhérer sans autorisation préalable ni obligations excessives. Le code du travail définit clairement les obligations contractuelles qui incombent aux employeurs et aux salariés, ce qui permet aux deux parties d'entretenir de meilleures relations. Les services non essentiels n'ont fait l'objet d'aucune interdiction de grève ou restriction des négociations collectives. Les restrictions légales ont généralement trait à la réquisition d'agents de la fonction publique, à qui il est fait obligation de reprendre leur service pendant une grève ayant fait l'objet d'un préavis déposé légalement. Les travailleurs doivent déposer un préavis de grève de trois jours au moins auprès de leur employeur. La loi autorise les syndicats à mener leurs activités sans ingérence. Elle interdit la discrimination à l'égard des syndicats et prévoit l'indemnisation (plutôt que la réintégration) des travailleurs licenciés en raison de leurs activités syndicales. Ces lois s'appliquent à

tous les travailleurs du secteur formel et les pouvoirs publics ont veillé de manière efficace à l'application des lois en vigueur dans ce secteur. Leur application a cependant été limitée dans l'économie informelle, où il n'existe généralement pas de syndicats.

La liberté d'association et le droit de négociation collective ont été respectés dans la pratique et les travailleurs ont exercé leurs droits dans ces domaines. Les organisations de travailleurs ont généralement été indépendantes des pouvoirs publics et des partis politiques. Toutefois, environ 80 % de la population active étaient employés dans les secteurs non syndiqués de l'agriculture de subsistance et du petit commerce. Au cours de l'année, les syndicats ont exercé leur droit de négocier collectivement pour obtenir des salaires supérieurs au salaire minimum garanti et des conditions de travail plus favorables.

Le 23 février, le Syndicat national des travailleurs du pétrole (SYNATRAP) a dénoncé une atteinte à la liberté d'association de ses membres, commise par divers sous-traitants de la Chinese National Petroleum Company (CNPC). Des rapports ont indiqué que, depuis la création du SYNATRAP, les dirigeants chinois de ces compagnies harcelaient les membres du syndicat. Sur le site pétrolier d'Agadem, où étaient basés les sous-traitants, et à la raffinerie Soraz de Zinder gérée par la CNPC, des dirigeants syndicalistes et des travailleurs syndiqués ont été licenciés et menacés de mutation arbitraire. Le SYNATRAP a rappelé à la CNPC ses obligations de se conformer aux dispositions du droit du travail, notamment celles de l'établissement d'un barème des salaires, de la fourniture d'une assurance-maladie, d'augmentations de salaire allant jusqu'à 300 %, du versement d'une indemnité de zone désertique égale à tous les travailleurs d'Agadem et généralement de s'engager à améliorer les conditions de vie des travailleurs.

## **b. Interdiction du travail forcé ou obligatoire**

Bien que le travail forcé soit interdit, la loi n'interdit pas toutes les formes de travail forcé ou obligatoire. Par « travail forcé ou obligatoire », on entend « tout travail ou service exigé d'un individu sous la menace d'une peine quelconque et pour lequel ledit individu ne s'est pas offert de plein gré ». La loi n'interdit pas expressément le travail forcé ou obligatoire des enfants. Aux termes de l'article 333 du code du travail, les violations de l'article 4 sont passibles d'amendes de 20 000 à 200 000 francs CFA (40 à 400 dollars É-U) assorties d'une peine d'emprisonnement de six jours à un mois. Le gouvernement n'a pas fait appliquer ces lois de manière efficace.

Le code du travail traite de questions telles que les pires formes de travail des enfants, la discrimination et le travail forcé et impose de lourdes peines en cas de violation du droit du travail. On ne disposait pas de données détaillées sur le nombre des victimes libérées du travail forcé pendant l'année. La Police nationale a soustrait 240 enfants à des situations d'exploitation, notamment de traite de personnes.

Le gouvernement, en particulier le ministère de l'Intérieur et le ministère du Travail et de la Fonction publique, se sont efforcés de sensibiliser les responsables administratifs et les chefs religieux et traditionnels à la lutte contre le travail forcé, notamment l'esclavage traditionnel. Toutefois, les lois ont été appliquées de façon sporadique. La Commission du ministère de la Justice et de la Fonction publique chargée de la lutte contre le travail forcé a pour mission d'assurer la coordination avec la nouvelle commission de lutte contre la traite des personnes et son agence d'exécution.

Le travail forcé est demeuré un problème. D'après une étude réalisée par les autorités et l'OIT, en 2011, la prévalence du travail forcé était de 1,1 % de la population adulte (plus de 59 000 personnes), dont 48,8 % effectuent des travaux domestique et 23,6 % des activités agricoles ou d'élevage animalier. Une étude de 2009 indiquait que 2,8 % des enfants qui travaillaient (au nombre de 55 000 estimait-on) étaient victimes du travail forcé. Ce pourcentage était supérieur dans les régions de Tillabéry, de Tahoua et de Maradi. Les Touaregs, les Djermas et les minorités ethniques arabes de tout le pays, en particulier dans les régions isolées du nord et de l'ouest et le long de la frontière du Nigéria, pratiquaient encore une forme traditionnelle de servitude ou de travail servile fondée sur le système des castes.

Des personnes de caste inférieure ont parfois travaillé sans rémunération pour des gens de condition supérieure à la leur selon la structure sociale traditionnelle. Les estimations de leurs nombres présentent d'amples variations, depuis une estimation de 2004 les situant à 8 800 personnes jusqu'à une estimation de 2003 s'élevant à 43 000 personnes, ces deux dates étant les plus récentes pour lesquelles des estimations sont disponibles. Ces personnes ont été forcées de travailler sans rémunération pour leur maître, pendant toute leur vie, essentiellement comme gardiens de troupeaux, cultivateurs ou employés de maison. Les enfants devenaient la propriété de leur maître et pouvaient passer d'un maître à l'autre, lorsqu'ils étaient offerts comme cadeau ou faisaient partie d'une dot. Les filles ont été contraintes de travailler très jeunes comme domestiques. Elles pouvaient subir des violences sexuelles de la part des hommes de la maison ou être contraintes de se

marier très jeunes. Le travail des enfants consistait à garder des animaux, à ramasser du bois de chauffe, à aller chercher de l'eau à un puits ou une mare et à effectuer d'autres travaux ménagers.

Il a été signalé que des enseignants religieux et des réseaux clandestins locaux peu structurés forçaient de jeunes garçons à mendier ou à effectuer des tâches manuelles et de jeunes filles à travailler comme domestiques contre leur gré, parfois avec la complicité de leur famille. Des enfants ont également été forcés de travailler dans des carrières de granit et des mines artisanales d'or, de sel, de trona (minéral dont on tire des composés du carbonate de soude) et de gypse (voir la section 7.c.).

Voir aussi le *Rapport sur la traite des personnes* du Département d'État, disponible à l'adresse suivante : [www.state.gov/j/tip/](http://www.state.gov/j/tip/).

### **Interdiction du travail des enfants et âge d'admission à l'emploi**

La loi interdit de recourir au travail des enfants et de faire travailler des enfants âgés de moins de 14 ans, sauf dérogation par voie de décret. Les enfants âgés de moins de 12 ans n'ont pas le droit de travailler. Les enfants de 12 et 13 ans peuvent exécuter des travaux légers dans le secteur non industriel, à raison de deux heures maximum par jour, en dehors des heures de cours, sur autorisation d'un inspecteur du travail et dans la mesure où ces activités ne font pas obstacle à leur scolarité. On entend par travaux légers les travaux domestiques, la cueillette et le triage des fruits ainsi que d'autres tâches peu contraignantes effectuées dans le secteur non industriel. Les enfants de 14 à 17 ans ont le droit de travailler quatre heures et demie par jour au plus. Il est interdit d'employer des enfants à des travaux qui sont au-delà de leurs forces, susceptibles de nuire à leur santé ou à leur développement, sont dangereux ou bien risquent de porter atteinte à leur moralité. La loi fait obligation aux employeurs de garantir aux enfants des conditions sanitaires minimales sur le lieu de travail. La loi ne s'applique pas aux types d'emploi ou de travail effectué par les enfants à l'extérieur d'une entreprise, tel que le travail autonome.

Les autorités n'ont pas fait appliquer efficacement les lois portant sur le travail des enfants, en partie du fait du manque de moyens qui a limité l'activité des inspecteurs du ministère du Travail et de la fonction publique. Les lois ont rarement été appliquées au travail effectué par les enfants dans le secteur non industriel ou informel. Le gouvernement a également collaboré avec des partenaires internationaux en vue de dispenser un enseignement adapté qui incite

les parents à continuer de scolariser leurs enfants. Le ministère de l'Éducation a organisé des séances de formation visant à aider les enseignants à répondre aux besoins particuliers des enfants qui travaillent. Le gouvernement a poursuivi sa coopération avec l'OIT en vue d'éliminer le travail des enfants dans le secteur de l'extraction minière et aurait, aux côtés d'ONG, réussi à faire cesser le travail de 240 enfants dans des mines et de les scolariser.

Le recours au travail des enfants était endémique. En 2012, 47,8 % des enfants de 5 à 14 ans travaillaient et 26,3 % des enfants de 7 à 17 ans partageaient leur temps entre le travail et les études. Selon l'Enquête nationale sur le travail des enfants au Niger, de 2009, 43,2 % des enfants de 5 à 11 ans et 62,5 % des enfants de 12 et 13 ans étaient impliqués dans les pires formes de travail des enfants. Cette enquête a permis de constater que la mise en œuvre et l'application des politiques adoptées étaient insuffisantes et que le recours au travail des enfants dans les secteurs de l'extraction minière et de l'agriculture était particulièrement préoccupant.

Des enfants travaillaient dans les secteurs de l'agriculture, du commerce, de l'artisanat et de l'extraction minière, ainsi que comme domestiques. La majorité des enfants en milieu rural travaillaient régulièrement avec leur famille dès le plus jeune âge, à aider dans les champs, à piler les céréales, à garder les animaux, à ramasser du bois de chauffe, à chercher de l'eau et à effectuer d'autres tâches similaires. Certains garçons n'étaient pas scolarisés pour qu'ils puissent mendier aux côtés d'un parent aveugle. D'autres étaient confiés à des maîtres d'école coranique qui les envoyaient mendier dans les rues ou leur faisaient accomplir des tâches manuelles. Le travail des enfants existait également dans les secteurs généralement non réglementés des petites exploitations aurifères, ainsi que dans les mines de trona, de sel et de gypse. Les mines d'or artisanales de Komabangou, dans la région de Tillabéry, ont continué de fonctionner en recourant au travail de nombreux enfants, notamment des adolescents de sexe masculin et quelques filles, dans des conditions dangereuses pour leur santé et leur sécurité. L'utilisation de cyanure est venue aggraver les risques sanitaires. Des mineurs de Komabangou, d'autres habitants des environs et des organisations de défense des droits de l'homme se sont déclarés extrêmement inquiets des risques d'empoisonnement et de contamination de la nappe phréatique mais ce procédé est demeuré courant. De jeunes garçons des pays voisins ont été introduits clandestinement au Niger pour travailler dans les mines, les carrières ou dans les champs, ou comme mécaniciens ou soudeurs. Des enfants ont également été recrutés à des fins de prostitution.

Voir aussi les *Conclusions du Département du Travail sur les pires formes de travail des enfants* à l'adresse suivante : [www.dol.gov/ilab/programs/ocft/tda.htm](http://www.dol.gov/ilab/programs/ocft/tda.htm).

#### **d. Conditions de travail acceptables**

La Constitution stipule que tous les citoyens ont le même droit à l'emploi. En mars 2012, le ministre de la Population, de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant a lancé une campagne de sensibilisation de la population aux conventions de l'OIT n° 100 (égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine pour un travail de valeur égale), n° 111 (égalité des sexes) et n° 183 (protection de la maternité comme droit de la main-d'œuvre féminine) de l'OIT. Cette campagne visait tous les citoyens.

Le code du travail ne garantit un salaire minimum qu'aux salariés du secteur formel régis par un contrat de travail. Un salaire minimum est fixé pour chaque classe et catégorie au sein du secteur formel. Le salaire minimum le plus bas était de 30 047 francs CFA (57 dollars É-U) par mois, majoré de 1 000 francs CFA (2 dollars É-U) par enfant. Le gouvernement a fixé le seuil de pauvreté à un revenu de 1 000 francs CFA (2 dollars É-U) par jour. En 2010, les autorités ont signalé que 59,5 % des Nigériens vivaient en-deçà de ce seuil.

Dans le secteur formel, la semaine de travail réglementaire est de 40 heures avec une période de repos de 24 heures minimum. Toutefois, le ministère du Travail et de la fonction publique a autorisé des semaines de travail plus longues pouvant atteindre 72 heures pour certaines professions comme les agents de sécurité du privé, les employés de maison et les chauffeurs. Le nouveau code du travail prévoit des dispositions spéciales concernant les secteurs de l'extraction minière et de l'exploitation pétrolière : le ministère du Travail peut accorder des dérogations aux horaires de travail réglementaires, compte tenu de la spécificité de ces deux secteurs, et autoriser de plus longues durées de travail en échange de congés. Les travailleurs peuvent travailler deux semaines de plus que les heures de travail normales ; ils ont droit en échange à deux semaines de repos. Les heures supplémentaires doivent être rémunérées à un tarif plus élevé, qui n'est cependant pas fixé par la loi ; il revient aux employés de le négocier auprès de leur entreprise ou de leur organisme gouvernemental. Le code du travail établit les normes de sécurité et de santé au travail. Le code du travail de 2012 confère aux inspecteurs du travail des pouvoirs plus étendus et prévoit des sanctions plus strictes, dont une comparution obligatoire devant des inspecteurs du travail lors du règlement de différends. Les travailleurs ont le droit de ne pas accepter de travailler dans des conditions dangereuses, sans crainte de perdre leur emploi. Ces mesures de protection s'appliquent aussi sans exception aux travailleurs migrants ou étrangers.

Le ministère du Travail et de la fonction publique n'a fait appliquer les lois sur le salaire minimum et la durée de la semaine de travail que dans le secteur formel réglementé. Faire respecter ces normes relève de sa responsabilité, bien que des pénuries de personnel aient contraint les inspecteurs à porter uniquement leur attention sur les infractions aux règles de sécurité dans les secteurs les plus dangereux, à savoir l'extraction minière (sauf dans les mines d'or), le bâtiment et l'industrie manufacturière. Le ministère du Travail et de la fonction publique disposait d'une centaine d'inspecteurs déployés dans l'ensemble du pays afin de veiller à l'application du code du travail. Au regard de ses besoins en matière de transports, de carburant et d'autres ressources de bases, le ministère disposait de peu de moyens pour mener à bien ses inspections. De ce fait, malgré le renforcement de l'autorité des inspecteurs et l'alourdissement des sanctions prévus par la loi de 2012, le nombre d'enquêtes et de poursuites n'était pas encore à la hauteur des besoins, vu les dimensions des problèmes du travail dans le pays. Des fonctionnaires du ministère ont noté que les sanctions n'étaient pas suffisamment strictes pour avoir un effet dissuasif et prévenir les violations.

Le 25 février, le ministre de l'Énergie et du pétrole a rencontré les dirigeants du SYNATRAP pour examiner leurs doléances (voir la section 7.a. ci-dessus) et pour trouver des solutions acceptables pour toutes les parties. Le ministre a noté qu'il était sensible à leurs difficultés et a admis que les travailleurs ont le droit de former des syndicats. Il a convenu que l'accès à des soins de santé de qualité, la sécurité sur les lieux de travail, la rémunération décente, le transport et le paiement des heures supplémentaires sont des droits légitimes des travailleurs et il a promis de collaborer avec le ministre de la Fonction publique et du travail et les employeurs chinois pour trouver une solution. Le 27 février, des fonctionnaires du ministère de l'Énergie et du pétrole et du ministère de la Fonction publique et du travail se sont réunis avec des représentants des employeurs chinois et des dirigeants syndicaux pour examiner les doléances du syndicat des travailleurs du pétrole. Les parties ont convenu des mesures suivantes : élections immédiates de représentants par les travailleurs, couverture des soins de santé à 80 %, recrutement d'un médecin qui travaillerait sur place, augmentation de 15 % du salaire de base, ajustement du barème des salaires, augmentation de 50 % des allocations de transport, augmentation de 50 % des allocations pour le travail en zone désertique, et activités sportives et culturelles pour les travailleurs. Les membres du SYNATRAP ont repris le travail le 1<sup>er</sup> mars mais ils ont fait savoir qu'ils n'étaient pas satisfaits de l'augmentation des salaires et qu'ils se réservaient le droit de présenter de nouvelles doléances en vue de la poursuite de négociations sur cette question.

Des infractions aux dispositions relatives aux salaires, aux heures supplémentaires et aux conditions de travail ont été signalées dans les secteurs de l'exploitation pétrolière et de l'extraction minière, notamment dans les mines d'or, les champs de pétrole et les raffineries de pétrole. Parmi les catégories de main-d'œuvre travaillant dans des conditions dangereuses ou relevant de l'exploitation figuraient les mineurs, y compris des enfants, les employés de maison et les victimes de l'esclavage traditionnel. Dans le secteur de l'orpaillage traditionnel, l'utilisation de cyanure a fait courir de graves risques de santé aux travailleurs et aux riverains. Les investisseurs pouvaient louer une parcelle de terre et le droit de l'exploiter pour 20 000 francs CFA (41 dollars É-U). Généralement, ils engageaient des contremaîtres qui recrutaient une équipe de mineurs. Une fois le minerai d'or extrait, les contremaîtres et les mineurs touchaient une part de ce minerai, ce qui constituait souvent la seule rémunération directe de leur travail. On estime que 80 % de la main-d'œuvre travaillait dans l'économie informelle. Le ministère de la Fonction publique et du travail n'a pas pu confirmer cette estimation, mais il a indiqué que l'Institut national de statistique effectuait une étude sur la prévalence des travailleurs informels dans le secteur minier.

Bien s'ils se soient généralement déclarés satisfaits des équipements de protection mis à leur disposition par leurs employeurs, notamment pour se protéger contre les radiations dans les mines d'uranium, les travailleurs syndiqués n'ont, dans bon nombre de cas, pas été bien informés des risques auxquels ils étaient exposés dans leur travail. Selon le ministère de la Fonction publique et du travail, il est survenu 229 accidents liés au travail (en cours d'emploi et lors des déplacements pour se rendre au travail et en revenir), lesquels avaient fait neuf morts. Des dommages et intérêts ont été versés dans tous ces cas, ainsi que le prévoit la loi. La plupart des accidents concernaient le secteur de l'exploitation minière. Il a été signalé un cas de maladie liée au travail. Dans le secteur informel non syndiqué, il était peu probable que les travailleurs puissent exercer les droits que leur confère la loi sans mettre leur emploi en danger.